

Le 23 Mars 2021,

Madame la Directrice, chère collègue,

Depuis février 2018, date à laquelle le gouvernement a décidé de rendre obligatoire la passation d'une certification en anglais, la DGESIP a instauré des temps d'échanges avec les Vice-Président.e.s CFVU des universités que nous sommes. Dans ce cadre, et en particulier depuis la publication du décret du 3 avril 2020, nous n'avons cessé – à des degrés divers et en reprenant tout ou partie des arguments rappelés ci-dessous – de vous alerter sur les difficultés et incompréhensions diverses que nous posait cette décision :

- Le choix de l'anglais qui ne répond qu'imparfaitement aux visées strictement utilitaires de la décision ;
- Le choix exclusif d'une langue qui va à l'encontre de l'objectif de promotion d'un enseignement plurilingue soutenu par le Conseil de l'Europe et défendu par un grand nombre d'établissements ;
- L'incohérence du dispositif global rendant obligatoire la certification dans une langue dont l'enseignement n'est lui-même pas obligatoire ;
- Le choix d'une certification dépourvue d'exigence de niveau de sorte que la mise en œuvre d'un dispositif complexe aboutira *in fine* à la délivrance d'une certification sans valeur.

Sans revenir sur la mise en œuvre par une entreprise privée d'une certification dont dépend désormais la délivrance de diplômes nationaux et la mise à l'écart du CLES sur des arguments de notoriété qui pourraient être appliqués au prestataire désormais retenu, à l'heure où nous sommes désormais contactés par les personnels de *PeopleCert*, nous voulons attirer votre attention sur les difficultés pratiques que va poser la mise en œuvre de la certification :

- Les dates proposées par le prestataire coïncident avec des temps où la majeure partie de nos étudiants de licence, de licence professionnelle et d'IUT concernés seront en stage et éprouveront de grandes difficultés – accrues par la situation sanitaire – à se rendre disponibles et à se présenter à cette certification ;
- La mise en œuvre de la certification originellement présentée comme indolore pour les finances des universités déjà sous pression aura un coût que les établissements ne sont pas prêts à consentir ;
- Si cela devait malgré tout être le cas, la mise en œuvre de la certification dans son organisation et sa logistique va exiger une mobilisation des personnels déjà épuisés par les contraintes matérielles et pédagogiques entraînées par la crise sanitaire. Si les énormes efforts fournis l'ont été le plus souvent de bonne grâce car consentis en vue d'un intérêt compris et partagé, il est prévisible que cela ne sera pas le cas pour la certification et il est à craindre qu'aux difficultés logistiques viennent rapidement s'ajouter des difficultés politiques que nous voulons tous nous éviter.

Pour toutes ces raisons, nous vous informons que, nous appuyant sur les décisions de nos CFVU respectives, nous ne mettrons pas en œuvre la certification en langue anglaise dans nos établissements cette année universitaire.

Mais au-delà du seul cadre, tendu, de cette année, nous voudrions insister sur le fait que dans le déroulement général de ce dossier, malgré les efforts de communication et d'accompagnement de la DGESIP, les signataires de ce courrier ont trop souvent eu le sentiment de voir se mettre inexorablement en place un dispositif dont beaucoup voyaient les défauts mais que nul ne semblait en mesure d'interrompre. Nous vous prions donc de bien vouloir suspendre le processus et mettre en place dans les meilleurs délais une véritable concertation avec les universités, de sorte que la question de la compétence linguistique de nos étudiants devienne le beau projet commun de formation auquel nous croyons et dans lequel nous sommes tous prêts à nous engager.

Nous vous prions, Madame la Directrice, chère collègue, de croire à l'expression de toute notre considération.

Les VP CFVU :

Chr. BIDENT, VP CFVU, Université de Picardie - Jules Verne  
M. BONINCHI, VP Formation, Vie étudiante et de insertion professionnelle, Université Lyon 3 - Jean Moulin  
J. CADUSSEAU, VP Formation et Vie Universitaire, Université Paris-Est Créteil  
C. CARRA, VP CFVU Université d'Artois  
M.-C. DANIEL, VP Formation Tout au Long de la Vie, Sorbonne Université  
D. DECHENAUD, VP Formation et Vie Etudiante, Université Grenoble Alpes  
M. DUCROQ-GRONDIN, VP Formation et Vie Universitaire, Université de la Réunion  
S. DUHAMEL, VP CFVU, Université du Littoral Côte d'Opale  
N. DUPORT, VP Formation, Université de Poitiers  
Chr. ETCEMENDIGARAY, VP Formation, Vie universitaire et Numérique, Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines  
K. FIORENTINO, VP CFVU, Université de Bourgogne  
J.-C. FONTAINE, VP Formation, Université de Haute-Alsace  
Fl. GERET, Directrice de la Formation, INU Champollion  
A. GUEVEL, VP Formation et ressources éducatives libres, Université de Nantes  
E. HALLOT, VP CFVU, Université de Rennes 1  
M.K. LHOMME, VP Formation et Vie Etudiante, Université Lumière- Lyon 2  
M. MAGNIEN, VP CFVU, Université Sorbonne Nouvelle  
Fl. MALRIEU, VP Formation et Vie Universitaire, Université de Tours  
M. MELLAC, VP Formation et Vie universitaire, Université Bordeaux Montaigne  
Chr. MONDOU, VP Formation, Université de Lille  
L. NICOD, VP Formation, Aix-Marseille Université  
J. OULHEN, VP Formation et Vie universitaire, Université Rennes 2  
L. RICQ, VP CFVU, Université de Franche-Comté  
S. RINGUEDE, VP CFVU, Université d'Orléans  
E. ROUVELLAC, VP CFVU, Université de Limoges  
B. THUILLIER, VP CFVU, Université Paris Nanterre  
B. TOCK, Chargé de mission Formation, Université de Strasbourg  
C. VERDEIL, VP déléguée aux Formations, INALCO (Paris)